

Nos éléments d'enquête, au-delà des témoignages à la BBC

La France a aidé le Rwanda avant, pendant et après le génocide

Colette Braeckman

Le Soir, 22 août 1995

Aux accusations formulées par la BBC, qui a affirmé lundi soir, dans son émission « Panorama », que la France avait activement soutenu l'armée rwandaise depuis 1990 et surtout qu'elle avait fourni des armes à ses alliés après le début des massacres, Paris a opposé un démenti lapidaire. Le ministère français des Affaires étrangères a assuré que la France s'était totalement soumise aux dispositions de l'accord de paix d'Arusha du 4 août 1993, et avait arrêté ses fournitures d'armes. L'accusation relayée par la BBC ne venait cependant pas de n'importe qui : elle émane du colonel belge Luc Marchal, qui, à l'époque, était le numéro deux de la Mission des Nations unies à Kigali.

Il affirme que des observateurs de l'ONU lui avaient rapporté avoir vu l'un des quatre avions français dépêchés à Kigali pour assurer l'évacuation des expatriés débarquer des caisses de munitions. Ces munitions furent immédiatement envoyées vers le camp de Kanombe. La BBC a aussi interrogé un ancien légionnaire français qui a affirmé que, durant la guerre contre

le FPR, des officiers français se trouvaient sur le front et donnaient des ordres. S'ils n'avaient pas été là, tout aurait été fini en un jour, a-t-il ajouté.

Les témoignages et les documents produits par la BBC étayaient les informations publiées depuis longtemps par « *Le Soir* », suivant lesquelles le soutien apporté par la France à l'ancienne armée rwandaise (FAR) a été constant, avant, pendant et après le génocide. Alors qu'en décembre 1993, le détachement français de l'opération Amaryllis avait officiellement quitté Kigali, des témoins ont reconnu plusieurs de ses membres qui étaient revenus au Rwanda en février et mars 1994 et circulaient en civil, déclarant qu'ils assuraient une mission de courte durée.

Après le 6 avril, la France ne se contenta pas d'évacuer la famille Habyarimana sur Paris et d'accueillir les dignitaires du « *Hutu power* » dans les locaux de son ambassade, elle maintint une certaine assistance militaire : le lieutenant-colonel Ephrem Rwabinda, conseiller du général Bizimungu, se rendit en mission à Paris, du 9 au 13 mai 1994. Suivant le rapport adressé à

ses chefs et que nous avons retrouvé à Kigali, il fut reçu par le général Huchon, qui dirigeait la coopération militaire française. Il lui fit part des besoins urgents de l'armée rwandaise : munitions, habillement, matériel de transmission.

Son interlocuteur lui expliqua que les militaires français ont les mains et pieds liés pour faire une intervention quelconque à cause de l'opinion des médias que le FPR semble piloter et soulignait l'urgence qu'il y avait à retourner l'image du pays à l'extérieur sinon les responsables militaires et politiques du Rwanda seront tenus pour responsables des massacres.

L'émissaire des FAR ne repartit cependant pas les mains vides : son rapport indique que le téléphone sécurisé permettant au général Bizimungu et au général Huchon de converser sans être écoutés par une tierce personne a été acheminé sur Kigali. Dix-sept petits postes à 7 fréquences chacun ont également été envoyés pour faciliter les communications entre les unités de la ville de Kigali. Ils sont en attente d'embarquement à Ostende. Il est urgent de s'aménager une zone sous contrôle des FAR où les opérations d'atterrissage puissent se faire en toute sécurité. La piste de Kamembe a été retenue convenable aux opérations.

Le rapport concluait, entre autres, que les deux appareils téléphoniques (...) devraient nous aider à sortir de l'isolement vis-à-vis de l'étranger.

Autrement dit, quatre semaines après le début du génocide, les contacts

se poursuivaient, au plus haut niveau, entre l'armée rwandaise qui couvrait les miliciens Interhahamwe et la coopération militaire française.

Par la suite, l'opération Turquoise devait ajouter à la confusion des genres : présentée comme purement humanitaire, destinée à sauver les derniers Tutsis survivants – et lancée alors que la machine à tuer tournait à plein régime depuis deux mois déjà –, cette intervention suscita bien des réserves.

On devait apprendre par la suite que, pour préparer Turquoise, une quarantaine de militaires français furent dépêchés au Rwanda et que vingt d'entre eux furent faits prisonniers lors d'un accrochage avec le FPR sur les hauteurs de Kibuye. Ils furent ensuite relâchés au terme d'un gentlemen's agreement, devait nous expliquer le vice-président rwandais Paul Kagame. Si Turquoise réussit effectivement à sauver quelques milliers de Tutsis survivants, la création d'une zone de sécurité dans le sud-ouest du pays, sur la frontière zaïroise, eut également pour effet d'ouvrir une porte de sortie pour l'appareil politico-militaire qui avait organisé le génocide.

Un appareil qui n'a pas renoncé à rentrer au pays par la force : Amnesty International et Human Rights Watch ont dénoncé récemment l'entraînement et le réarmement des anciens miliciens et militaires rwandais, avec le soutien de la France.

COLETTE BRAECKMAN

Article page 5